

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Décosse, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date

2014-06-05

Signature

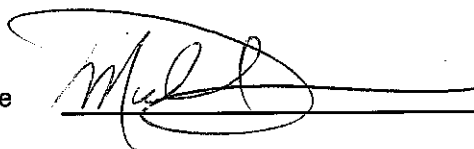

OMA

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Goudreau Poirier inc.
Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2014-06-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	54 449 857	56 261 857	56 064 417				56 064 417
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 988 118	3 021 884	3 082 823				3 082 823
Quotes-parts	3						838 511	
Transferts	4	3 794 879	4 394 698	4 586 239			701 149	5 287 388
Services rendus	5	1 841 006	1 859 118	2 220 615			3 238 528	5 459 143
Imposition de droits	6	2 757 741	2 607 070	2 397 146				2 397 146
Amendes et pénalités	7	1 312 766	1 250 850	1 223 766				1 223 766
Intérêts	8	440 148	397 330	483 503			11 492	494 995
Autres revenus	9	3 140 738	1 618 404	1 752 329			420 339	1 962 573
	10	70 725 253	71 411 211	71 810 838			5 210 019	75 972 251
Investissement								
Taxes	11	875 721		117 657				117 657
Quotes-parts	12							
Transferts	13	16 211 780	9 050 000	7 545 698			8 224	7 553 922
Autres revenus	14							
Contributions des promoteurs	15	380 653		974 305				974 305
Autres	16							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	17 468 154	9 050 000	8 637 660			8 224	8 645 884
	18	88 193 407	80 461 211	80 448 498			5 218 243	84 618 135
Charges								
Administration générale	19	6 721 724	6 858 033	6 394 845		352 002		6 746 847
Sécurité publique	20	10 376 445	10 890 114	10 635 524		220 591		10 856 115
Transport	21	11 405 482	11 153 614	12 188 534		4 308 581	5 631 184	20 739 647
Hygiène du milieu	22	13 938 398	14 669 158	14 135 763		5 256 695		19 392 458
Santé et bien-être	23	336 038	334 198	414 128		329		414 457
Aménagement, urbanisme et développement	24	5 536 343	4 872 243	11 208 242		64 117		11 272 359
Loisirs et culture	25	8 966 562	9 244 237	9 015 329		916 023		9 931 352
Réseau d'électricité	26							
Frais de financement	27	4 674 651	4 903 665	4 777 472			12 860	4 790 332
Amortissement des immobilisations	28	10 194 905	10 202 403	11 118 338	(11 118 338)			
	29	72 150 548	73 127 665	79 888 175			5 644 044	84 143 567
	30	16 042 859	7 333 546	560 323			(425 801)	474 568
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 042 859	7 333 546	560 323	(425 801)	474 568	
Moins: revenus d'investissement	2	(17 468 154)	(9 050 000)	(8 637 660)	(8 224)	(8 645 884)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 425 295)	(1 716 454)	(8 077 337)	(434 025)	(8 171 316)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	10 194 905	10 202 403	11 118 338	92 432	11 210 770	
Produit de cession	5	365 543		2 601		2 601	
(Gain) perte sur cession	6	(203 341)		(955)		(955)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			(12 270)		(12 270)	
	8	10 357 107	10 202 403	11 107 714	92 432	11 200 146	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	590 184	600 000	352 939		352 939	
Réduction de valeur / Reclassement	10			12 270		12 270	
	11	590 184	600 000	365 209		365 209	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12			93 807		93 807	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	57 001		115 747	354 438	130 139	
	15	57 001		209 554	354 438	223 946	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 579 048	595 001			595 001	
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 926 001)	(8 676 509)	(9 654 554)	()	(9 654 554)	
	18	(6 346 953)	(8 676 509)	(9 059 553)		(9 059 553)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(182 146)	(264 917)	(862 551)	()	(859 870)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	85 348		310 000		310 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	385 618	200 000	1 072 012		1 072 012	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 923 100)	(638 340)	6 387 369		6 387 369	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	90 051	293 817	221 832	(759)	221 073	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(1 544 229)	(409 440)	7 128 662	1 922	7 130 584	
	26	3 113 110	1 716 454	9 751 586	448 792	9 860 332	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 687 815	1 674 249	14 767		1 689 016	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	17 468 154	9 050 000	8 637 660	8 224	8 645 884
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	176 629 ) (	640 300 ) (	317 845 ) (	) (	317 845)
Sécurité publique	3 (	360 950 ) (	5 000 000 ) (	4 535 230 ) (	) (	4 535 230)
Transport	4 (	12 129 001 ) (	12 844 000 ) (	10 767 730 ) (	5 543 ) (	10 773 273)
Hygiène du milieu	5 (	9 176 515 ) (	21 991 000 ) (	5 499 736 ) (	) (	5 499 736)
Santé et bien-être	6 () () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 620 388 ) (	55 000 ) (	2 057 539 ) (	) (	2 057 539)
Loisirs et culture	8 (	3 004 000 ) (	9 675 000 ) (	7 230 452 ) (	) (	7 230 452)
Réseau d'électricité	9 () () () () ()
	10 (	26 467 483 ) (	50 205 300 ) (	30 408 532 ) (	5 543 ) (	30 414 075)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 (	1 994 588 ) (	) (	757 478 ) (	) (	757 478)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 (	114 617 ) (	114 617 ) (	114 617 ) (	) (	114 617)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	28 006 936	40 590 000	25 933 083		25 933 083
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	182 146	264 917	862 551	(2 681)	859 870
Excédent accumulé	15					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	235 853		814 922		814 922
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 760 717	415 000	2 332 515		2 332 515
Réserves financières et fonds réservés	18	2 178 716	679 917	4 009 988	(2 681)	4 007 307
	19	1 608 964	(9 050 000)	(1 337 556)	(8 224)	(1 345 780)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	19 077 118		7 300 104		7 300 104

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 042 859	7 333 546	560 323	(425 801)	474 568	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(26 467 483)	(50 205 300)	(30 408 532)	(5 543)	(30 414 075)	
Produit de cession	3	365 543		2 601		2 601	
Amortissement	4	10 194 905	10 202 403	11 118 338	92 432	11 210 770	
(Gain) perte sur cession	5	(203 341)		(955)		(955)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			(12 270)		(12 270)	
	7	(16 110 376)	(40 002 897)	(19 300 818)	86 889	(19 213 929)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 404 404)		(392 270)		(392 270)	
Variation des stocks de fournitures	9	20 667		47 915		47 915	
Variation des autres actifs non financiers	10	99 567		(98 436)	(11 879)	(110 315)	
	11	(1 284 170)		(442 791)	(11 879)	(454 670)	
	12	(1 351 687)	(32 669 351)	(19 183 286)	(350 791)	(19 194 031)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 351 687)	(32 669 351)	(19 183 286)	(350 791)	(19 194 031)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(110 930 697)		(112 282 384)	295 746	(112 341 076)	
Redressement aux exercices antérieurs	16						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(110 930 697)		(112 282 384)	295 746	(112 341 076)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(112 282 384)		(131 465 670)	(55 045)	(131 535 107)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2012		2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	1 245 408	274 582	544 374	818 956
Placements temporaires	2		813 830		813 830
Débiteurs (note 5)	3	37 809 218	37 898 912	954 586	38 115 329
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	709 518	614 581		614 581
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	39 764 144	39 601 905	1 498 960	40 362 696
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			2 107	2 107
Emprunts temporaires (note 10)	11	10 993 000	11 011 000	100 393	11 111 393
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	16 425 939	17 370 720	1 215 092	17 862 035
Revenus reportés (note 12)	13	294 076	94 620	236 413	331 033
Dette à long terme (note 13)	14	122 104 513	140 029 235		140 029 235
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 229 000	2 562 000		2 562 000
	16	152 046 528	171 067 575	1 554 005	171 897 803
	17	(112 282 384)	(131 465 670)	(55 045)	(131 535 107)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	240 625 212	259 926 030	200 580	260 126 610
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 882 719	5 274 989		5 274 989
Stocks de fournitures	20	609 621	561 706		561 706
Autres actifs non financiers (note 17)	21	54 191	152 627	69 795	222 422
	22	246 171 743	265 915 352	270 375	266 185 727
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	315 683	182 843		182 843
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	9 923 481	3 717 810	18 324	3 721 742
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 026 608)	(11 699 738)	(3 574)	(11 703 312)
Financement des investissements en cours	26	(17 614 531)	(13 218 485)		(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	143 291 334	155 467 252	200 580	155 667 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	133 889 359	134 449 682	215 330	134 650 620

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 042 859	560 323	(425 801)	474 568
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	10 194 905	11 118 338	92 432	11 210 770
Autres					
- Gain sur disposition d'immos	3	(203 341)	(955)		(955)
- Provision moins-value et ajust	4	57 001	103 477		103 477
	5	26 091 424	11 781 183	(333 369)	11 787 860
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(8 938 832)	(89 694)	467 942	(172 916)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	3 190 436	944 781	(177 889)	978 010
Revenus reportés	9	135 647	(199 456)	230 471	31 015
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	228 000	333 000		333 000
Propriétés destinées à la revente	11	(1 404 404)	(392 270)		(392 270)
Stocks de fournitures	12	20 667	47 915		47 915
Autres actifs non financiers	13	99 567	(98 436)	(11 879)	(110 315)
	14	19 422 505	12 327 023	175 276	12 502 299
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	26 467 483 ) (	30 408 532 ) (	5 543 ) (	30 414 075)
Produit de cession	16	365 543	2 601		2 601
	17	(26 101 940)	(30 405 931)	(5 543)	(30 411 474)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	114 617 ) (	114 617 ) (	) (	114 617)
Remboursement ou cession	19		93 807		93 807
Variation nette des placements temporaires	20		(813 830)		(813 830)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(114 617)	(834 640)		(834 640)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	37 655 000	28 573 000		28 573 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	10 734 949 ) (	10 318 968 ) (	) (	10 318 968)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(19 035 440)	18 000	(553 861)	(535 861)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(271 822)	(329 310)		(329 310)
Autres	27				
-	28				
	29	7 612 789	17 942 722	(553 861)	17 388 861
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	818 737	(970 826)	(384 128)	(1 354 954)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	426 671	1 245 408	925 860	2 171 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	1 245 408	274 582	541 732	816 849

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012 Administration municipale	Budget 2013 Administration municipale	Réalizations 2013 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1 13 514 175	14 755 110	14 092 313	14 407 065
Charges sociales	2 4 168 583	4 250 463	4 183 105	4 253 152
Biens et services	3 27 750 559	30 520 262	29 769 380	34 923 333
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 3 616 820	4 019 808	3 662 306	3 662 306
D'autres organismes municipaux	5 266 674		253 470	253 470
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 283 619	321 857	340 524	340 524
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8 507 538	562 000	521 172	534 032
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9 5 425 189	2 783 754	3 622 239	2 783 728
Autres	10 170 099	895 755	553 012	2 871
Autres organismes	11 4 586 372	4 367 167	5 101 487	5 101 487
Amortissement des immobilisations	12 10 194 905	10 202 403	11 118 338	11 210 770
Autres				
- Prog. subventions et autres	13 1 666 015	449 086	6 670 829	6 670 829
-	14			
-	15			
	16 72 150 548	73 127 665	79 888 175	84 143 567

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	56 261 857	56 182 074	55 325 578
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 021 884	3 082 823	2 988 118
Quotes-parts	3			
Transferts	4	13 444 698	12 841 310	20 835 794
Services rendus	5	1 859 118	5 459 143	4 976 514
Imposition de droits	6	2 607 070	2 397 146	2 757 741
Amendes et pénalités	7	1 250 850	1 223 766	1 312 766
Intérêts	8	397 330	494 995	458 662
Autres revenus	9	1 618 404	2 936 878	3 704 869
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	80 461 211	84 618 135	92 360 042
Charges				
Administration générale	12	7 181 615	6 746 847	7 045 306
Sécurité publique	13	11 115 282	10 856 115	10 601 613
Transport	14	14 948 515	20 739 647	19 424 443
Hygiène du milieu	15	19 658 762	19 392 458	18 928 003
Santé et bien-être	16	334 527	414 457	336 367
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 935 125	11 272 359	5 593 715
Loisirs et culture	18	10 050 174	9 931 352	9 772 500
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	4 903 665	4 790 332	4 686 926
	21	73 127 665	84 143 567	76 388 873
Excédent (déficit) de l'exercice	22	7 333 546	474 568	15 971 169
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		134 176 052	118 204 883
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		134 176 052	118 204 883
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		134 650 620	134 176 052

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 333 546	474 568	15 971 169
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	50 205 300 ) (	30 414 075 ) (	26 513 578)
Produit de cession	3		2 601	365 543
Amortissement	4	10 202 403	11 210 770	10 313 275
(Gain) perte sur cession	5		(955)	(203 341)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(12 270)	
	7	(40 002 897)	(19 213 929)	(16 038 101)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(392 270)	(1 404 404)
Variation des stocks de fournitures	9		47 915	20 667
Variation des autres actifs non financiers	10		(110 315)	91 813
	11		(454 670)	(1 291 924)
	12	(32 669 351)	(19 194 031)	(1 358 856)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(32 669 351)	(19 194 031)	(1 358 856)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(112 341 076)	(110 982 220)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(112 341 076)	(110 982 220)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(131 535 107)	(112 341 076)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	818 956	2 171 803
Placements temporaires	2	813 830	
Débiteurs (note 5)	3	38 115 329	37 942 413
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	614 581	709 518
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	40 362 696	40 823 734
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	2 107	
Emprunts temporaires (note 10)	11	11 111 393	11 647 254
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	17 862 035	16 884 025
Revenus reportés (note 12)	13	331 033	300 018
Dette à long terme (note 13)	14	140 029 235	122 104 513
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 562 000	2 229 000
	16	171 897 803	153 164 810
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(131 535 107)	(112 341 076)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	260 126 610	240 912 681
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 274 989	4 882 719
Stocks de fournitures	20	561 706	609 621
Autres actifs non financiers (note 17)	21	222 422	112 107
	22	266 185 727	246 517 128
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	134 650 620	134 176 052

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	474 568	15 971 169
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 210 770	10 313 275
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(955)	(203 341)
- Provision moins-value et ajust	4	103 477	57 001
	5	11 787 860	26 138 104
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(172 916)	(9 426 795)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	978 010	3 147 659
Revenus reportés	9	31 015	138 100
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	333 000	228 000
Propriétés destinées à la revente	11	(392 270)	(1 404 404)
Stocks de fournitures	12	47 915	20 667
Autres actifs non financiers	13	(110 315)	91 813
	14	12 502 299	18 933 144
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(30 414 075)	(26 513 578)
Produit de cession	16	2 601	365 543
	17	(30 411 474)	(26 148 035)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(114 617)	(114 617)
Remboursement ou cession	19	93 807	
Variation nette des placements temporaires	20	(813 830)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(834 640)	(114 617)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	28 573 000	37 655 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 318 968)	(10 734 949)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(535 861)	(18 852 047)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(329 310)	(271 822)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	17 388 861	7 796 182
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 354 954)	466 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 171 803	1 705 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	816 849	2 171 803

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : le Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest et à un organisme périmunicipal, la Société du Port.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest pour l'exercice est de 20.02%.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen depuis l'exercice 2013. Auparavant, les stocks étaient établis selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée de vie utile des immobilisations a été établie comme suit:

Infrastructures	10 et 40 ans
Bâtiments	15 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

3. Modification de méthodes comptables

Stocks

Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013, la méthode d'évaluation des stocks est passée de l'épuisement successif au coût moyen suite à un changement de logiciel comptable. La ville a décidé d'appliquer cette modification prospectivement en raison de son impossibilité à établir, au prix d'un effort raisonnable, l'effet rétroactif de cette modification. Cette modification n'occasionne pas d'incidence importante sur les états financiers de l'exercice.

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 - "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la ville. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	553 554	1 119 770
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	160 000	160 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	4 742 228	4 778 725
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	19 974 532	17 964 253
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 551 047	1 370 980
Organismes municipaux	8	9 116 322	9 606 038
Autres			
- Services rendus, amendes, etc	9	2 731 200	4 222 417
-	10		
	11	38 115 329	37 942 413
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	15 829 727	14 431 718
Organismes municipaux	13	6 447 300	6 762 100
Autres tiers	14		
	15	22 277 027	21 193 818
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	921 398	921 808
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	454 581	549 518
Autres placements	23	160 000	160 000
	24	614 581	709 518
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (2 562 000)	(2 229 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(2 562 000)</u>	<u>(2 229 000)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 2 260 000	2 142 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 75 478	73 236
	33 <u>2 335 478</u>	<u>2 215 236</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 8 000 000 \$, au taux de base (3,00% au 31 décembre 2013) renégociable le 31 mai 2014. Au 31 décembre 2013, cette marge de crédit n'était pas utilisée.		
La Ville a également autorisé et négocié auprès de la même institution financière une marge de crédit temporaire pour des projets d'infrastructures au montant de 20 000 000 \$. Cette marge bénéficie du même taux d'intérêt. Au 31 décembre 2013, le solde de cet emprunt temporaire totalisait 11 011 000 \$.		

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 10 336 923	9 780 732
Salaires et avantages sociaux	38 2 086 678	2 072 954
Dépôts et retenues de garantie	39 3 773 721	3 467 790
Provision pour contestations d'évaluation	40 60 000	60 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus à payer dette	42 1 328 959	1 155 193
- Allocation départ, transition	43 275 754	347 356
-	44	
-	45	
-	46	
	47 <u>17 862 035</u>	<u>16 884 025</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Surplus act. - RREM/Autres	50	94 620	294 076
- Organismes contrôlés	51	236 413	5 942
	52	331 033	300 018
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,35	2015	2040	53	141 833 966	123 459 451
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	198 629	319 112
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	142 032 595	123 778 563
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(2 003 360)	(1 674 050)
					63	140 029 235	122 104 513

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	10 574 913	80	89	76 740	97	10 651 653
2015	65	73	10 286 053	81	90	34 353	98	10 320 406
2016	66	74	10 118 000	82	91	14 748	99	10 132 748
2017	67	75	10 306 000	83	92	11 656	100	10 317 656
2018	68	76	9 308 000	84	93	8 223	101	9 316 223
2019 et +	69	77	91 241 000	85	94	52 909	102	91 293 909
	70	78	141 833 966	86	95	198 629	103	142 032 595
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	141 833 966	88	96	198 629	105	142 032 595

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(131 535 107)	(112 341 076)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(131 535 107)	(112 341 076)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	75 401 627	138	454 822	165		192	75 856 449
Eaux usées	111	115 679 588	139	5 103 446	166		193	120 783 034
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	101 233 550	140	7 772 442	167	81 594	194	108 924 398
Autres	113	26 843 334	141	6 341 318	168	599 139	195	32 585 513
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	28 718 403	143	9 693 359	170		197	38 411 762
Améliorations locatives	116	2 609 709	144		171		198	2 609 709
Véhicules	117	2 619 631	145		172	175 691	199	2 443 940
Ameublement et équipement de bureau	118	3 539 310	146	214 050	173	395 512	200	3 357 848
Machinerie, outillage et équipement divers	119	16 013 185	147	123 523	174	107 955	201	16 028 753
Terrains	120	3 171 904	148	851 013	175		202	4 022 917
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>375 830 241</u>	150	<u>30 553 973</u>	177	<u>1 359 891</u>	204	<u>405 024 323</u>
Immobilisations en cours	123	<u>653 087</u>	151	<u>(139 898)</u>	178		205	<u>513 189</u>
	124	<u>376 483 328</u>	152	<u>30 414 075</u>	179	<u>1 359 891</u>	206	<u>405 537 512</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	25 018 038	153	1 903 900	180		207	26 921 938
Eaux usées	126	46 480 142	154	3 143 678	181		208	49 623 820
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	30 307 800	155	3 260 220	182	93 864	209	33 474 156
Autres	128	10 075 762	156	1 027 013	183	599 139	210	10 503 636
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	7 727 735	158	791 261	185		212	8 518 996
Améliorations locatives	131	2 534 454	159	74 338	186		213	2 608 792
Véhicules	132	1 963 981	160	106 913	187	175 691	214	1 895 203
Ameublement et équipement de bureau	133	2 604 663	161	347 760	188	395 511	215	2 556 912
Machinerie, outillage et équipement divers	134	8 858 072	162	555 687	189	106 310	216	9 307 449
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>135 570 647</u>	164	<u>11 210 770</u>	191	<u>1 370 515</u>	218	<u>145 410 902</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>240 912 681</u>					219	<u>260 126 610</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	3 383 914	3 146 342
Autres	232	1 891 075	1 736 377
	233	5 274 989	4 882 719
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	5 274 989	4 882 719

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	222 422	112 107
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	222 422	112 107

Note**18. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2014	13 973 814 \$
2015	11 639 663
2016	9 969 402
2017	4 174 723
2018	2 604 890

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie****a.1) Société Vélo Berge Inc**

En collaboration avec cinq (5) autres municipalités environnantes et avec l'autorisation du ministère des Affaires municipales, la Ville a autorisé quant au capital, intérêts, frais et accessoires, par résolution pour une période de vingt (20) ans, un acte d'emprunt bancaire de 500 000 \$ en faveur de la Société Vélo Berge Inc. Au 31 décembre 2013, le solde dû s'élevait à 140 000 \$ et la quote-part de la municipalité à 46 667 \$.

a.2) Centre Sportif de Saint-Timothée

L'ancienne Ville de Saint-Timothée s'est portée garante par cautionnement par bail d'un prêt au montant original de 425 000 \$ relatif à la construction de la bibliothèque

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

municipale. Le solde de ce prêt au 31 décembre 2013 est de 86 394 \$. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 28 295 \$ afin de respecter cet engagement.

a.3) Valspec Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec Valspec Inc. et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec concernant la rénovation de la salle Albert-Dumouchel. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 500 000 \$ réparti sur une période de 20 ans. Le solde de cet emprunt est de 893 121 \$ au 31 décembre 2013. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 117 806 \$ afin de respecter cet engagement.

De plus, la Ville cautionne un prêt consenti à Valspec Inc. pour un montant maximum de 550 000 \$. Advenant défaut de la part de Valspec Inc. d'honorer ses engagements envers cet emprunt, la Ville de Salaberry-de-Valleyfield rachètera les équipements de diffusion pour un montant égal au solde dudit emprunt et des intérêts accumulés. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2013 est de 467 500\$.

a.4) Société du Vieux Canal de Beauharnois Inc.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec la Société du Vieux Canal de Beauharnois dans le cadre du programme d'infrastructures de l'entente Canada-Québec concernant l'aménagement et le développement du vieux canal de Beauharnois. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts de construction en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 1 057 755 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2013, le solde de cet emprunt est de 740 429 \$. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 98 983 \$ afin de respecter cet engagement.

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a également conclu une entente avec la Société du Vieux Canal de Beauharnois concernant la restauration du pont Jean-de-Lalande. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt de 900 000 \$ réparti sur une période de 10 ans. Le solde de cet emprunt est de 810 000 \$ au 31 décembre 2013. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 120 511 \$ afin de respecter cet engagement.

a.5) Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec les Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield inc. concernant la modernisation de l'aréna Salaberry. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts de construction en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 5 540 000 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2013, le solde de cet emprunt est de 4 986 000 \$. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 469 908 \$ afin de respecter cet engagement.

Pour le même projet, une deuxième entente avec les Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield inc. a été conclue. La ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 400 000 \$ réparti sur une période de 5 ans. Au 31 décembre 2013, le solde de cet emprunt est de 289 098 \$. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 92 045 \$ afin de respecter cet engagement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

a.6) Cité des arts et des sports

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec la Cité des arts et des sports concernant la rénovation et l'agrandissement de son pavillon. La ville convient de contribuer financièrement aux coûts en se portant garante des versements en capital et intérêts d'un montant maximal d'emprunt de 4 620 906 \$ réparti sur une période de 20 ans. Au 31 décembre 2013, le solde de cet emprunt est de 4 293 410 \$. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 321 914 \$ afin de respecter cet engagement.

a.7) Musée de société des Deux-Rives

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a conclu une entente avec le Musée de société des Deux-Rives concernant le développement d'une infrastructure muséale. La Ville se porte garante des versements en capital et intérêts d'un emprunt maximal de 1 000 000 \$ réparti sur une période de 15 ans. Le solde de cet emprunt est de 866 666 \$ au 31 décembre 2013. Au cours de l'exercice 2013, la Ville a versé une somme de 98 828 \$ afin de respecter cet engagement.

a.8) Autres organismes

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield a signé une entente stipulant son engagement à racheter un immeuble appartenant à la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent advenant le défaut de cette dernière d'honorer son engagement envers son institution financière. Le montant du rachat devra permettre le remboursement intégral ou le refinancement de la dette contractée par l'organisme.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2013, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

En matière de responsabilité civile, lors de l'intervention des pompiers, le contrat d'assurance prévoit une rétention d'un montant maximum de 500 000 \$ par évènement couvrant les frais juridiques et d'expertises pour la préparation de la défense.

c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 4 864 897 \$ ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. La majorité de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 31 296 \$. (voir cependant note 17 b). Au moment de la mise au point

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 36 400\$. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Environnement

i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été convenu avec le ministère de l'Environnement que la Ville y apportera les correctifs nécessaires. À cet effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. Il est trop tôt pour évaluer le coût total de la décontamination du site ainsi que son mode de financement. Aucun développement n'est survenu au cours de l'exercice 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la ville a modifié la présentation de la contrepartie des dettes contractées pour le financement à long terme des activités de fonctionnement. En effet, cette contrepartie, auparavant présentée en diminution dans l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs, est maintenant présentée dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Ce redressement de 10 237 833 \$ n'a eu aucun impact sur le total de l'excédent accumulé. Les états financiers des exercices antérieurs, présentés aux fins de comparaison, n'ont pas été redressés.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Transport adapté

Au cours de l'exercice 2006, le service du transport adapté de Salaberry-de-Valleyfield, s'est porté acquéreur d'une obligation d'épargne du Québec de 200 000 \$ échéant le 18 mars 2015 à un taux variant de 2.00% à 7.50%. Cette somme a été déduite de fonds réservé à cette fin. Au cours de l'exercice 2010, le service du transport a procédé au rachat partiel de ce placement pour une somme de 40 000 \$, cet encaissement a également été affecté au fonds réservé au transport adapté. Le fonds réservé démontre un déficit de 76 328 \$ au 31 décembre 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 182 843	315 683
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 3 721 742	9 927 038
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (11 703 312 ) (	2 030 941)
Financement des investissements en cours	4 (13 218 485)	(17 614 531)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 155 667 832	143 578 803
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 134 650 620	134 176 052

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Immeubles industriels mun.	8 205 847	51 811
- Engagements fin. reportés	9 162 697	694 841
- Municipalité de Grande-Ile	10 99 299	124 888
- Réfection boul. Ste-Marie	11 293	557 639
- Expropriation Calloway	12 565 736	565 736
- Rénovations d'infrastructures	13 904 234	454 234
- Société Port-fonds roulement	14 188 335	167 766
- Autres projets	15 1 759 883	1 659 254
-	16	
	17 3 886 324	4 276 169

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CITSO	18 3 932	3 557
-	19	
-	20	
	21 3 932	3 557

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 592 665	1 105 728
Fonds parcs et terrains de jeux	29 37 217	32 223
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 84 213	1 214 360
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 41 688	54 524
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 4 922 453	3 227 827
Financement des activités de fonctionnement	33 (5 807 922)	(6 670)
Autres		
- Transport adapté	34 (76 328)	(18 180)
- À des fins de stationnement	35 37 500	37 500
-	36	
-	37	
	38 (168 514)	5 647 312
	39 3 721 742	9 927 038

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (38 880)	(49 968)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (3 574)	(4 333)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (879 000)	(1 056 000)
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (1 330 560)	(920 640)
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Autres	48 ()	()
-	49 ()	()
	50 (2 252 014)	(2 030 941)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (9 451 298)	()
	52 (11 703 312)	(2 030 941)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 8 424 754	3 787 678
Investissements à financer	54 (21 643 239)	(21 402 209)
	55 (13 218 485)	(17 614 531)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 260 126 610	240 912 681
Propriétés destinées à la revente	57 5 274 989	4 882 719
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59 454 581	549 518
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 265 856 180	246 344 918
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 140 029 235	122 104 513
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 2 003 360	1 674 050
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (22 277 027)	(21 193 818)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (10 902 346)	(1 451 048)
	66 108 853 222	101 133 697
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 1 335 126	1 632 418
	68 110 188 348	102 766 115
	69 155 667 832	143 578 803

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. À compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente est égale à 0.25% du salaire pour chaque année de participation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1.5%.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 229 000)	(2 001 000)
Charge de l'exercice	5 (2 260 000)	(2 142 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 927 000	1 914 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 562 000)</u>	<u>(2 229 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 39 293 000	36 485 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (50 739 000)	(45 974 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (11 446 000)	(9 489 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 8 884 000	7 260 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 562 000)	(2 229 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 562 000)</u>	<u>(2 229 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 39 293 000	36 485 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (50 739 000)	(45 974 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (11 446 000)	(9 489 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 047 000	2 026 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 2 047 000	2 026 000
Cotisations salariales des employés	22 (949 000)	(940 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 098 000	1 086 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 641 000	571 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 739 000</u>	<u>1 657 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 631 000	2 505 000
Rendement espéré des actifs	34 (2 110 000)	(2 020 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 521 000	485 000
Charge de l'exercice	36 <u>2 260 000</u>	<u>2 142 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 399 000	1 036 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 110 000)	(2 020 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 289 000	(984 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 554 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (2 467 000)	(2 223 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 39 383 000	35 979 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 110 000	162 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	9	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	12 866	12 328
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	43 360	41 545
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	32 118	31 691
98	75 478	73 236

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	142 032 595
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	21 643 240
Activités de fonctionnement à financer	3	5 857 805
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	(861 216)
Débiteurs	8	22 277 027
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	8 357 531
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	139 760 298
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	6 447 300
Endettement net à long terme	16	146 207 598
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	1 408 322
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	147 615 920
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	147 615 920
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	35 630 095	36 063 722	36 063 722	34 704 304
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	119 927	122 186	122 186	203 624
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		117 657	117 657	875 721
Autres	8				
	9	35 750 022	36 303 565	36 303 565	35 783 649
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	6 352 013	6 340 718	6 340 718	6 306 906
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	6 140 430	5 561 634	5 561 634	5 824 171
Matières résiduelles	13	5 791 702	5 845 469	5 845 469	5 690 440
Autres					
-Services commerciaux combinés	14	29 500	30 840	30 840	
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	176 400	174 126	174 126	175 070
Service de la dette	18	2 021 790	1 906 308	1 906 308	1 474 777
Activités de fonctionnement	19		19 414	19 414	70 565
Activités d'investissement	20				
	21	20 511 835	19 878 509	19 878 509	19 541 929
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	20 511 835	19 878 509	19 878 509	19 541 929
	26	56 261 857	56 182 074	56 182 074	55 325 578

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	432 267	522 261	391 836
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	964	4 400	6 583
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	433 231	526 661	398 419
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 065 818	1 054 576	1 070 610
Cégeps et universités	33	638 580	634 617	648 623
Écoles primaires et secondaires	34	765 665	750 996	780 710
	35	2 470 063	2 440 189	2 499 943
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 903 294	2 966 850	2 898 362
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	87 220	88 045	86 864
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 892	2 970	2 892
Taxes d'affaires	43			
	44	90 112	91 015	89 756
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	28 478	24 958	24 958
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	28 478	24 958	24 958
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	3 021 884	3 082 823	2 988 118

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	965	1 101	1 442
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	349	230	302
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	142 879	78 546	91 786
Enlèvement de la neige	58		19 993	
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		681 149	664 409
Transport adapté	61	428 265	446 004	436 000
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65		20 000	97 666
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	36 171	23 007	39 494
Réseau de distribution de l'eau potable	68	136 437	42 087	44 143
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70		179 481	63 638
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			24 800
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	18 750	18 750	18 750
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	3 229	3 687	4 827
Rénovation urbaine	83	344 000	323 993	306 270
Promotion et développement économique	84	1 152	760	24 194
Autres	85			11 203
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	4 862	3 092	5 309
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	104 925	99 431	109 103
Autres	88	25 244	26 161	25 211
Réseau d'électricité	89			
	90	1 247 228	1 266 323	1 968 547

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	405 500		
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		8 224	67 060
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	76 500		
Réseau de distribution de l'eau potable	107			6 658 123
Traitement des eaux usées	108	8 500 000	7 545 698	7 545 698
Réseaux d'égout	109	68 000		9 389 703
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			163 954
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	9 050 000	7 545 698	7 553 922
				16 278 840

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	3 091 200	3 263 646	2 532 137
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	56 270	56 270	56 270
	138	3 147 470	3 319 916	2 588 407
TOTAL DES TRANSFERTS	139	13 444 698	12 131 937	20 835 794

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	23 550	26 692	22 652
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	23 550	26 692	22 652
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	20 000	43 187	21 917
Sécurité civile	146	6 500	1 446	1 313
Autres	147			
	148	26 500	44 633	23 230
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	85 000	85 000	82 000
Autres	153			
	154	85 000	85 000	82 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	5 600	3 733	3 733
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	1 000	1 000	1 000
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	6 600	4 733	1 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	141 650	161 058	128 882

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	161 650	133 728	139 457
Sécurité publique	183	192 465	266 126	180 828
Transport				
Réseau routier	184	86 742	99 169	79 508
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		7 500	941 801
Transport adapté	186	205 800	220 705	197 960
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		2 170 209	2 201 207
Hygiène du milieu	190	272 357	359 597	322 062
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	27 060	339 559	89 122
Loisirs et culture	193	771 394	633 173	695 687
Réseau d'électricité	194			
	195	1 717 468	2 059 557	4 847 632
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 859 118	2 220 615	4 976 514
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	308 550	326 103	230 092
Droits de mutation immobilière	198	1 650 000	1 624 789	1 547 208
Droits sur les carrières et sablières	199	648 000	445 350	979 158
Autres	200	520	904	1 283
	201	2 607 070	2 397 146	2 757 741
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 250 850	1 223 766	1 312 766
INTÉRÊTS	203	397 330	483 503	458 662
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		955	203 341
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	800 000	647 902	1 536 334
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		943 183	380 653
Autres	210	818 404	1 134 594	1 584 541
	211	1 618 404	2 726 634	3 704 869

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	787 700	755 645	7 130	762 775	755 626
Application de la loi	2	748 987	673 104	7 678	680 782	618 220
Gestion financière et administrative	3	2 518 923	2 367 366	117 134	2 484 500	2 601 379
Greffé	4	816 793	740 603	46 339	786 942	550 506
Évaluation	5	688 004	657 481	84 104	741 585	796 826
Gestion du personnel	6	795 076	628 914	12 106	641 020	645 044
Autres	7	502 550	571 732	77 511	649 243	1 077 705
	8	6 858 033	6 394 845	352 002	6 746 847	7 045 306
	9	5 558 717	5 503 998	19 238	5 523 236	5 536 852
	10	4 830 203	4 428 481	195 496	4 623 977	4 489 544
	11	53 835	117 148	5 857	123 005	26 541
	12	447 359	585 897		585 897	548 676
	13	10 890 114	10 635 524	220 591	10 856 115	10 601 613
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police						
Sécurité incendie						
Sécurité civile						
Autres						
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 210 251	4 157 855	3 034 807	7 192 662	7 150 421
Enlèvement de la neige	15	3 263 765	3 870 655	9 303	3 879 958	3 044 191
Éclairage des rues	16	607 565	582 701	223 309	806 010	802 680
Circulation et stationnement	17	941 052	1 047 626	168 147	1 215 773	1 096 500
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 079 481	1 972 168	1 559	1 973 727	4 029 943
Transport aérien	19	1 500	4 518	4 208	8 726	8 897
Transport par eau	20	50 000	553 011	867 248	3 621 201	3 291 811
Autres	21					
	22	11 153 614	12 188 534	4 308 581	16 497 115	19 424 443

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 660 873	1 466 891	1 316 128	2 783 019	2 816 664
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 490 362	2 097 758	1 078 958	3 176 716	2 875 189
Traitement des eaux usées	25	2 857 107	2 371 103	1 334 879	3 705 982	3 855 035
Réseaux d'égout	26	2 633 227	3 277 243	1 526 730	4 803 973	4 237 014
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 477 670	1 491 696		1 491 696	1 389 703
Élimination	28	2 051 982	1 870 294		1 870 294	2 193 861
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 257 370	1 295 271		1 295 271	1 196 544
Tri et conditionnement	30	14 000	11 084		11 084	11 708
Matières organiques						
Collecte et transport	31	62 350	59 922		59 922	62 801
Traitement	32					
Matériaux secs	33	101 150	121 850		121 850	139 865
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	8 490	8 487		8 487	79 173
Protection de l'environnement	38	54 577	64 164		64 164	70 446
Autres	39					
	40	14 669 158	14 135 763	5 256 695	19 392 458	18 928 003
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	123 608	148 175		148 175	124 832
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	210 590	265 953	329	266 282	211 535
	44	334 198	414 128	329	414 457	336 367
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 082 988	1 448 748	40 757	1 489 505	1 474 090
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	121 950	120 511		120 511	
Autres biens	47	432 923	1 273 267		1 273 267	1 224 308
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 254 198	6 785 849	751	6 786 600	1 879 261
Tourisme	49	939 052	1 193 280	22 609	1 215 889	987 551
Autres	50	41 132	386 587		386 587	28 505
Autres	51					
	52	4 872 243	11 208 242	64 117	11 272 359	5 593 715

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	487 653	438 143	438 143	438 143	457 531
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 909 317	1 985 931	1 985 931	1 985 931	1 890 862
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 970 752	1 864 215	98 636	1 962 851	1 758 718
Parcs et terrains de jeux	56	1 653 652	1 564 538	666 972	2 231 510	2 362 631
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	653 106	649 898		649 898	674 575
Autres	59	228 123	185 275	30 807	216 082	227 274
	60	6 902 603	6 688 000	796 415	7 484 415	7 371 591
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	199 470	175 184		175 184	177 103
Bibliothèques	62	1 145 766	1 139 570	76 617	1 216 187	1 206 486
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	414 049	418 968	12 184	431 152	430 129
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	582 349	593 607	30 807	624 414	587 191
	66	2 341 634	2 327 329	119 608	2 446 937	2 400 909
	67	9 244 237	9 015 329	916 023	9 931 352	9 772 500
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	4 038 122	3 957 911		3 957 911	3 916 321
Autres frais	70	303 543	298 389		298 389	250 792
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	527 000	521 000		521 000	485 000
Autres	72	35 000	172		172	34 813
	73	4 903 665	4 777 472		4 777 472	4 686 926
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	10 202 403	11 118 338	(11 118 338)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A116447

DATE 2014-06-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		56 182 074
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		56 182 074

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	56 182 074
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>56 182 074</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	9 560 865	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	174 126	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>9 734 991</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>46 447 083</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>3 052 993 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>3 085 396 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 069 195 150</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>46 447 083</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 069 195 150</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 5 | 1 | 3 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 527 000	469 343	2 758 788
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	9 830 000	3 801 286	314 120
Conduites d'égout	4	7 324 000	1 003 264	5 466 902
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 199 000	9 096 440	9 244 903
Ponts, tunnels et viaducs	7	300 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8		342 071	1 309 530
Aires de stationnement	9		20 671	72 711
Parcs et terrains de jeux	10	8 550 000	4 496 767	2 905 638
Autres infrastructures	11		582 926	1 655 098
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	5 800 000	8 219 597	1 038 127
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 050 000	1 180 636	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	615 300	214 050	211 580
Machinerie, outillage et équipement divers	19	10 000	117 981	125 628
Terrains	20		863 500	1 410 553
Autres	21			
	22	50 205 300	30 408 532	26 513 578

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		54 064	65 981
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		3 801 286	314 120
Conduites d'égout	26		235 198	1 860 659
Autres infrastructures	27		7 410 009	3 311 439
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		415 279	2 692 807
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		768 066	3 606 243
Autres infrastructures	32		7 128 866	11 876 441
Autres immobilisations	33		10 595 764	2 785 888
	34		30 408 532	26 513 578

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	123 459 451	28 573 000	10 198 485	141 833 966
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	319 112		120 483	198 629
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	123 778 563	28 573 000	10 318 968	142 032 595
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	(699 922)		202 982	(902 904)
Réserves financières et fonds réservés	10	54 524	16 462	29 298	41 688
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	31 047 835	359 332	4 556 526	26 850 641
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	72 182 308	25 434 781	3 850 946	93 766 143
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	102 584 745	25 810 575	8 639 752	119 755 568
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 431 718	2 762 425	1 364 416	15 829 727
Organismes municipaux	17	6 762 100		314 800	6 447 300
Autres tiers	18				
	19	21 193 818	2 762 425	1 679 216	22 277 027
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	21 193 818	2 762 425	1 679 216	22 277 027
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	21 193 818	2 762 425	1 679 216	22 277 027
	26	123 778 563	28 573 000	10 318 968	142 032 595
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	123 778 563	28 573 000	10 318 968	142 032 595

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	301 255	301 253	296 734
Sécurité publique				
Police	4	60 015	60 012	48 690
Sécurité incendie	5	18 585	18 584	11 895
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		838 511	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 521 639	1 521 634	3 354 584
Cours d'eau	13	8 490	8 487	8 608
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	206 505	206 500	202 671
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	516 215	516 209	503 751
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	47 265	47 264	41 031
Activités culturelles	23	103 785	103 785	98 462
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 783 754	3 622 239	4 566 426

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	62,00	35,00	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	***	***
Cols blancs	3	74,00	32,50	***	***
Cols bleus	4	74,00	40,00	***	***
Policiers	5			***	***
Pompiers	6	34,00	44,00	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***
Élus	8	245,00		***	***
	9	9,00			
	10	254,00		***	***
			361 919	107 431	469 350

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
Transport en commun	11		
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		
Réseau de distribution de l'eau potable	13		
Traitement des eaux usées	14	2 457 732	7 545 698
Réseaux d'égout	15		
Autres	16	4 586 239	4 586 239
	17	4 586 239	12 131 937
		2 457 732	5 087 966

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 673 104	27 7 678	53 680 782	79 26 692	105 654 090	131
Évaluation	2 657 481	28 84 104	54 741 585	80 741 585	106 741 585	132
Autres	3 5 064 260	29 260 220	55 5 324 480	81 133 728	107 5 190 752	133
4 6 394 845	30 352 002	56 6 746 847	82 160 420	108 6 586 427	134 171 333	134
Sécurité publique						
Police	5 503 998	31 19 238	57 5 523 236	83 164 886	109 5 358 350	135
Sécurité incendie	6 4 428 481	32 195 496	58 4 623 977	84 130 760	110 4 493 217	136
Sécurité civile	7 117 148	33 5 857	59 123 005	85 15 113	111 107 892	137
Autres	8 585 897	34 60 585 897	86 585 897	112 585 897	138 585 897	138
9 10 635 524	35 220 591	61 10 856 115	87 310 759	113 10 545 356	139 148 499	139
Transport						
Réseau routier						
Voie municipale	10 4 157 855	36 3 034 807	62 7 192 662	88 61 760	114 7 130 902	140
Enlèvement de la neige	11 3 870 655	37 9 303	63 3 879 958	89 37 409	115 3 842 549	141
Autres	12 1 630 327	38 391 456	64 2 021 783	90 2 021 783	116 2 021 783	142
Transport collectif	13 2 529 697	39 873 015	65 3 402 712	91 313 205	117 3 089 507	143
Autres	14 14	40 66	92 92	118 285 803	144 285 803	144
15 12 188 534	41 4 308 581	67 16 497 115	93 412 374	119 16 084 741	145 1 494 515	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 1 466 891	42 1 316 128	68 2 783 019	94 2 783 019	120 2 783 019	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 2 097 758	43 1 078 958	69 3 176 716	95 9 128	121 3 167 588	147
Traitement des eaux usées	18 2 371 103	44 1 334 879	70 3 705 982	96 333 532	122 3 372 450	148
Réseaux d'égout	19 3 277 243	45 1 526 730	71 4 803 973	97 4 803 973	123 4 803 973	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 3 361 990	46 72 3 361 990	98 3 361 990	124 3 361 990	150 3 361 990	150
Matières recyclables	21 1 488 127	47 73 1 488 127	99 1 488 127	125 21 670	126 1 466 457	151
Autres	22 8 487	48 74 8 487	100 8 487	101 8 487	127 8 487	152
Cours d'eau	23 64 164	49 75 64 164	102 64 164	102 64 164	128 64 164	153
Protection de l'environnement	24 64 164	50 76 64 164	102 64 164	102 64 164	128 64 164	154
Autres	25 14 135 763	51 77 14 135 763	103 19 392 458	104 364 330	129 19 028 128	155 2 387 808
26 14 135 763	52 5 256 695	78 19 392 458	104 364 330	130 19 028 128	156 2 387 808	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157 148 175	172	187	187	148 175	202	217	217	148 175	232
Sécurité du revenu	158	173	188	188		203	218	218		233
Autres	159	265 953	174	329	266 282	204	219	219	266 282	234
	160	414 128	175	329	414 457	205	220	220	414 457	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 448 748	176	40 757	1 489 505	206	221	41 824	1 447 681	236
Rénovation urbaine	162	1 393 778	177	192	1 393 778	207	222	11 422	1 382 356	237
Promotion et développement économique	163	8 365 716	178	193	8 389 076	208	223	286 313	8 102 763	238
Autres	164		179	194		209	224			239
	165	11 208 242	180	64 117	11 272 359	210	225	339 559	10 932 800	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	6 688 000	181	796 415	7 484 415	211	226	626 033	6 858 382	241
Activités culturelles	167	1 139 570	182	197	1 216 187	212	227	7 140	1 209 047	242
Bibliothèques	168	1 187 759	183	198	1 230 750	213	228		1 230 750	243
Autres	169	9 015 329	184	199	9 931 352	214	229	633 173	9 298 179	244
	170		185	200		215	230			245
Réseau d'électricité										
	171	63 992 365	186	11 118 338	75 110 703	216	231	2 220 615	72 890 088	246
										4 777 472

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1	22 909	
Charges sociales	2	3 542	
Biens et services	3	30 256 505	26 120 846
Frais de financement	4	125 576	346 637
Autres	5		
	6	30 408 532	26 467 483

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	315 683	560 738
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	315 683	560 738
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 674 249	1 687 815
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(310 000)	(85 348)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 497 089)	(1 647 522)
Réserves financières et fonds réservés	8		(200 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(132 840)	(245 055)
Solde à la fin de l'exercice	12	182 843	315 683
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 276 169	3 250 118
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 276 169	3 250 118
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 072 012)	(385 618)
Activités d'investissement	17	(814 922)	(235 853)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 497 089	1 647 522
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(389 845)	1 026 051
Solde à la fin de l'exercice	22	3 886 324	4 276 169
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 647 312	3 988 995
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 647 312	3 988 995
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(6 387 369)	1 923 100
Activités d'investissement	27	(2 332 515)	(1 760 717)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		200 000
Financement des investissements en cours	29	2 904 058	1 295 934
	30	(5 815 826)	1 658 317
Solde à la fin de l'exercice	31	(168 514)	5 647 312

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(2 026 608)	(1 936 557)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(10 237 833)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(12 264 441)	(1 936 557)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(600 000)	(462 000)
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	(600 000)	(462 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(595 001)	()
	43	(1 195 001)	(462 000)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	378 168	371 949
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	1 381 536	
	46	1 759 704	371 949
Solde à la fin de l'exercice	47	(11 699 738)	(2 026 608)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(17 614 531)	(35 395 715)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(17 614 531)	(35 395 715)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	7 300 104	19 077 118
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(2 904 058)	(1 295 934)
	55	4 396 046	17 781 184
Solde à la fin de l'exercice	56	(13 218 485)	(17 614 531)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	143 291 334	147 378 921
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	10 237 833	
Solde redressé au début de l'exercice	59	153 529 167	147 378 921
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	1 938 085	(4 087 587)
Solde à la fin de l'exercice	63	155 467 252	143 291 334

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	3 227 827		41 423	2 904 058	1 250 855		4 922 453
Montant réservé pour le service de la dette		9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21
	3 227 827		41 423	2 904 058	1 250 855		4 922 453

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|2|1| , |0|0|	\$
Égout	2	| | | | , | | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	|2|3|9| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|2|6|5| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Résiduelle - Salaberry-de-Valleyfield	,8900	1	
6 log. - Salaberry-de-Valleyfield	,9800	1	
INR - Salaberry-de-Valleyfield	2,2200	1	
IND - Salaberry-de-Valleyfield	2,8900	1	
TVD - Salaberry-de-Valleyfield	1,7800	1	
Agricole - Salaberry-de-Valleyfield	,8900	1	
Résiduelle - Saint-Timothée	,7800	1	
6 log. - Saint-Timothée	,8600	1	
INR - Saint-Timothée	2,1100	1	
IND - Saint-Timothée	2,7800	1	
TVD - Saint-Timothée	1,5600	1	
Agricole - Saint-Timothée	,7800	1	
Résiduelle - Grande-Ile	,7800	1	
6 log. - Grande-Ile	,8600	1	
INR - Grande-Ile	2,1100	1	
IND - Grande-Ile	2,7800	1	
TVD - Grande-Ile	1,5600	1	
Agricole - Grande-Ile	,7800	1	
Répartitions		7	taux variés
Eau - chambre	53,0000	7	par unité
Eau - piscine creusée	47,0000	7	par unité
Eau - piscine hors terre	33,0000	7	par unité
Eau - non traitée		7	taux variés
Eau traitée au compteur	2,6300	4	du 1000 gallons imp.
Loyer de compteur d'eau		7	taux variés
Déchets domestiques - chambre	47,0000	7	par unité
Déchets domestiques - commerce	394,0000	7	par unité
Collecte sélective - chambre	18,0000	7	par unité
Collecte sélective - commerce	136,0000	7	par unité
Centre d'urgence 9-1-1	,4000	7	par ligne téléphonique

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Traitement eaux usées - chambre	53,0000	7	par unité
Services pour commerce dans résidence	247,5000	7	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	177 355 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	112 873 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	409 023 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 61 rue Sainte-Cécile
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6T 1L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 370-4332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Michel Décosse

Téléphone (450) 370-4332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30 avenue du Centenaire
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Mme Chantal Moniqui, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Michel Décosse, trésorier , atteste que le rapport financier consolidé de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-17 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Salaberry-de-Valleyfield consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Salaberry-de-Valleyfield détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 474 568 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,5133 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-07 13:53:28

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	70 725 253	71 411 211	71 810 838	5 210 019	75 972 251
Investissement	2	17 468 154	9 050 000	8 637 660	8 224	8 645 884
	3	88 193 407	80 461 211	80 448 498	5 218 243	84 618 135
Charges	4	72 150 548	73 127 665	79 888 175	5 644 044	84 143 567
Excédent (déficit) de l'exercice	5	16 042 859	7 333 546	560 323	(425 801)	474 568
Moins : revenus d'investissement	6	(17 468 154)	(9 050 000)	(8 637 660)	(8 224)	(8 645 884)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 425 295)	(1 716 454)	(8 077 337)	(434 025)	(8 171 316)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	10 194 905	10 202 403	11 118 338	92 432	11 210 770
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 579 048		595 001		595 001
Remboursement de la dette à long terme	10	(7 926 001)	(8 676 509)	(9 654 554)	()	(9 654 554)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(182 146)	(264 917)	(862 551)	(2 681)	(859 870)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 362 083)	(144 523)	(7 991 213)	(759)	(7 990 454)
Autres éléments de conciliation	13	809 387	600 000	564 139	354 438	578 531
	14	3 113 110	1 716 454	9 751 586	448 792	9 860 332
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 687 815		1 674 249	14 767	1 689 016

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	37 809 218	37 898 912	38 115 329
Autres	2	1 954 926	1 702 993	2 247 367
	3	39 764 144	39 601 905	40 362 696
Passifs				
Dette à long terme	4	122 104 513	140 029 235	140 029 235
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 229 000	2 562 000	2 229 000
Autres	6	27 713 015	28 476 340	28 306 568
	7	152 046 528	171 067 575	171 897 803
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(112 282 384)	(131 465 670)	(131 535 107)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	240 625 212	259 926 030	240 912 681
Autres	10	5 546 531	5 989 322	6 059 117
	11	246 171 743	265 915 352	246 517 128
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	315 683	182 843	182 843
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	9 923 481	3 717 810	9 927 038
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	2 026 608 ) (	11 699 738 ) (	11 703 312) (
Financement des investissements en cours	15	(17 614 531)	(13 218 485)	(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	143 291 334	155 467 252	143 578 803
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	133 889 359	134 449 682	134 650 620

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Immeubles industriels mun.	19	205 847	51 811
- Engagements fin. reportés	20	162 697	694 841
- Municipalité de Grande-Ile	21	99 299	124 888
- Réfection boul. Ste-Marie	22	293	557 639
- Expropriation Calloway	23	565 736	565 736
- Rénovations d'infrastructures	24	904 234	454 234
- Société Port-fonds roulement	25	188 335	167 766
- Autres projets	26	1 759 883	1 659 254
-	27		
	28	3 886 324	4 276 169
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	3 932	3 557
	30	3 890 256	4 279 726
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	(168 514)	5 647 312
	33	3 721 742	9 927 038

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	54 449 857	56 261 857	56 064 417	56 064 417
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 988 118	3 021 884	3 082 823	3 082 823
Quotes-parts	3				
Transferts	4	3 794 879	4 394 698	4 586 239	5 287 388
Services rendus	5	1 841 006	1 859 118	2 220 615	5 459 143
Autres	6	7 651 393	5 873 654	5 856 744	6 078 480
	7	70 725 253	71 411 211	71 810 838	75 972 251
Investissement					
Taxes	8	875 721		117 657	117 657
Quotes-parts	9				
Transferts	10	16 211 780	9 050 000	7 545 698	7 553 922
Autres	11	380 653		974 305	974 305
	12	17 468 154	9 050 000	8 637 660	8 645 884
	13	88 193 407	80 461 211	80 448 498	84 618 135

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Administration générale						
1 Évaluation	688 004	657 481	84 104	741 585	741 585	796 826
2 Autres	6 170 029	5 737 364	267 898	6 005 262	6 005 262	6 248 480
Sécurité publique						
3 Police	5 558 717	5 503 998	19 238	5 523 236	5 523 236	5 536 852
4 Sécurité incendie	4 830 203	4 428 481	195 496	4 623 977	4 623 977	4 489 544
5 Autres	501 194	703 045	5 857	708 902	708 902	575 217
Transport						
6 Réseau routier	9 022 633	9 658 837	3 435 566	13 094 403	13 094 403	12 093 792
7 Transport collectif	2 130 981	2 529 697	873 015	3 402 712	7 645 244	7 330 651
8 Autres						
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	9 641 569	9 212 995	5 256 695	14 469 690	14 469 690	13 783 902
10 Matières résiduelles	4 964 522	4 850 117		4 850 117	4 850 117	4 994 482
11 Autres	63 067	72 651		72 651	72 651	149 619
12 Santé et bien-être	334 198	414 128	329	414 457	414 457	336 367
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage						
13	2 082 988	1 448 748	40 757	1 489 505	1 489 505	1 474 090
Promotion et développement économique						
14	2 234 382	8 365 716	23 360	8 389 076	8 389 076	2 895 317
15 Autres	554 873	1 393 778		1 393 778	1 393 778	1 224 308
16 Loisirs et culture	9 244 237	9 015 329	916 023	9 931 352	9 931 352	9 772 500
17 Réseau d'électricité						
18 Frais de financement	4 903 665	4 777 472		4 777 472	4 790 332	4 686 926
19 Amortissement des immobilisations	10 202 403	11 118 338	(11 118 338)			
20	73 127 665	79 888 175		79 888 175	84 143 567	76 388 873

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3